

Déclaration sur la situation au Burundi

*Tout brodequin dont le piétinement ébranle le sol
et tout manteau roulé dans le sang
deviennent bons à brûler, proie du feu.
Car un enfant nous est né,
un fils nous a été donné.
La souveraineté est sur ses épaules.
On proclame son nom:
«Merveilleux-Conseiller, Dieu-Fort,
Père à jamais, Prince de la paix.» (Ésaïe 9,4-5)*

Le Conseil œcuménique des Églises (COE) et la Conférence des Églises de toute l'Afrique (CETA) s'unissent pour exprimer leur profonde préoccupation au sujet du peuple burundais, qui est confronté à une tension extrême et une escalade des violations dans le pays. De fait, d'après les informations que nous avons reçues, la situation est plus grave et plus pressante qu'on ne l'affirme généralement dans les médias internationaux.

La crise politique dans laquelle se trouve le Burundi depuis avril 2015 est marquée dernièrement par une violence brutale, des attaques ciblées, des exécutions sommaires, une oppression sévère et l'attisement des tensions communautaires. À la lumière des tragédies de l'histoire récente et des plaies encore vives de la guerre civile et du génocide qu'a connus la région, ces événements sont terriblement familiers et menacent les fondements établis par l'Accord d'Arusha en août 2000.

Par conséquent, le COE et la CETA saluent les efforts entrepris par la communauté internationale pour faire face à cette situation alarmante, notamment par l'intermédiaire du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et, plus récemment, de la session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies qui s'est tenue le 17 décembre. Il est essentiel que la communauté internationale accélère et renforce l'application et le suivi de ces mesures.

Nous appelons le gouvernement et les responsables politiques du Burundi à abandonner la voie de la violence pour emprunter celle de la paix. Nous plaidons en faveur de dirigeants responsables qui ne tolèrent aucune complicité dans des exécutions ou d'autres violations graves dont on sait à l'heure actuelle qu'elles sont très répandues dans le pays. Nous

appelons le président à être fidèle à la foi chrétienne qu'il revendique et à agir en vertu des valeurs chrétiennes de la compassion et de l'amour. Nous exigeons de mettre un terme aux exécutions, aux attaques et aux disparitions forcées et de faire en sorte que les responsables de ces violations rendent des comptes. Nous soutenons les appels à un dialogue participatif et authentique entre Burundais à l'aide d'une médiation régionale, afin d'aboutir à une solution à la crise actuelle qui susciterait l'adhésion du pays tout entier.

Nous prions pour les Églises et les responsables religieux du Burundi, pour qu'ils trouvent la force et les moyens d'œuvrer ensemble pour la paix et contre la division et la violence, et pour qu'ils soient des témoins fidèles et des guides dans le pèlerinage de justice et de paix au Burundi.

En ce temps de l'Avent, durant lequel nous attendons la Nativité de l'Enfant Jésus, Prince de la paix, nous prions pour que tous ceux et celles qui aujourd'hui embrassent la violence et la division au Burundi apprennent à se consacrer à la réalisation de la paix dans ce pays blessé.

Dieu de la vie, conduis le Burundi vers la justice et la paix.